

Echirolles, le 19 juillet 2010

Communiqué

Renzo Sulli, maire d'Echirolles réagit aux événements violents survenus à la Villeneuve de Grenoble

Au lendemain des dramatiques événements survenus à la Villeneuve de Grenoble, qui se sont traduits par un décès, un policier blessé, des dizaine de véhicules incendiés et des tirs à balles réelles à l'encontre des policiers et des pompiers, je tiens à faire part de ma consternation face à un tel déchaînement de violences.

Je réaffirme ma solidarité à mes collègues élus de la ville de Grenoble, avec lesquels j'ai été en lien, qui ont à gérer cette situation difficile et en appellent à un rapide retour au calme.

Je tiens également à dire mon soutien aux populations de ce grand quartier populaire, proche de notre commune (laquelle a également été touchée), dont je mesure la légitime inquiétude face à la répétition de ces nuits de violences urbaines. Ce sont, une fois de plus, les habitants les plus modestes qui sont les premières victimes de ces faits d'une grande gravité et des dégradations qui en résultent.

Dans plusieurs courriers adressés au ministre de l'intérieur, le dernier en date du 9 juin dernier, j'ai fait part de la préoccupation des élus du sud de l'agglomération face à ce climat très tendu. Lors du week-end de Pentecôte, deux agressions très graves ont eu lieu à Echirolles. Plus récemment, un retraité de Saint-Martin d'Hères a été lâchement abattu en pleine rue pour quelques euros.

Ces formes de violences urbaines, encore à l'œuvre ces derniers jours à la Villeneuve, témoignent de la nécessité d'un véritable changement d'approche, de la part du gouvernement, des questions de sécurité et de prévention. A ces violences répétées, ne peuvent être opposées de seules opérations coup de poing pour sécuriser un quartier. Il faut revoir en profondeur les dispositifs et mesures existants, manifestement insuffisants.

J'ai eu notamment l'occasion de condamner publiquement le fait que la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux se traduise par la disparition en France de 11 000 postes de policiers et de gendarmes ces trois dernières années, et dans notre agglomération, de 150 postes affectés à la sécurité.

Il faut doter la Division Sud de la circonscription de police urbaine (laquelle recouvre les communes de Grenoble Sud-Echirolles-Gières-Saint-Martin-d'Hères) de moyens de sécurité véritablement en adéquation avec ces territoires.

Les effectifs de la Division Sud représentent 36 policiers sur 71 affectés sur le terrain : comment raisonnablement imaginer que cela puisse suffire ?

Nos demandes répétées d'un commissariat de plein exercice et d'un renforcement conséquent des effectifs ont, jusqu'alors, fait l'objet des réponses négatives. Or, les territoires concernés par les violences des dernières semaines sont précisément ceux sur lesquels nous demandons ce renforcement des services publics dans leur diversité. Ce sont tous des territoires prioritaires de la politique de la ville, domaine dans lequel nous attendons de savoir, depuis deux ans déjà, quelles orientations nouvelles compte prendre l'Etat (en matière de contrats urbains de cohésion sociale).

Une approche différente des questions de sécurité, dont ce gouvernement disait avoir fait sa priorité, doit être mise en place sans tarder .

Il faut ainsi plus de moyens affectés à l'indispensable prévention, une nécessaire adaptation des effectifs aux territoires sur lesquels ils interviennent, une coordination accrue entre tous les services

de l'Etat, la justice, les communes, une police de proximité qui contribue à restaurer de véritables rapports de confiance avec les populations, et plus particulièrement avec les jeunes.

Ces dernières années, les politiques de sécurité n'ont eu de cesse de transférer aux communes de nouvelles compétences notamment en ce qui concerne la police municipale, nous conduisant à investir ce champ d'action parce qu'il en va de la tranquillité et de la sécurité de nos concitoyens.

J'ai coutume de dire que si la sécurité n'a pas de prix, elle a tout de même un coût, aujourd'hui largement à la charge des communes !

Dans ce contexte, je tiens à redire mon soutien à la proposition de mon collègue Michel Destot d'un temps fort partenarial de tous les acteurs de la sécurité, de la prévention, de la justice, de l'éducation, temps fort auquel je suis prêt à participer.

Je rappelle ma demande, pour l'instant sans réponse, d'un rendez-vous avec le ministre de l'intérieur Brice Hortefeux pour évoquer la nécessité d'un véritable commissariat de plein exercice sur Echirolles.

En tant que vice-président en charge de la politique de la ville à la Métro, je souhaite que les communes ne soient pas abandonnées sur cette question essentielle qui touche au vivre ensemble en toute sécurité auquel ont droit les habitants de notre agglomération.

Je souhaite, enfin, que soient explorées sans tabou les voies permettant d'associer l'ensemble des acteurs locaux à une vraie réflexion qui associe tous les leviers possibles : prévention, dissuasion, répression...

Renzo Sulli
Maire d'Echirolles
1^{er} vice-président de Grenoble-Alpes-Métropole